



## Le développement local existe-t-il ?

Texte issu du livre *Vous avez dit développement local ?* coordonné par G. Goncharof - Éditions La Librairie des territoires, 2019.

La question mérite d'être posée dans une économie qui ne connaît ni territoire, ni frontière, et se redéploie à une vitesse vertigineuse dans le monde entier. Que peuvent faire les collectivités territoriales, les élus locaux, les citoyens de base, **par rapport à la marchandisation du monde, l'économie de la cupidité et les finances de la spéculation** qui plongent les États dans une crise d'un gravité exceptionnelle ? Que signifie aujourd'hui l'idée même d'économie régionale quand les plus petites entreprises se placent sur le marché mondial et les plus grandes, devenues nomades, se délocalisent sans retenue pour réduire leurs coûts de fabrication ? Peu de choses en vérité.

### LES ESPOIRS DÉÇUS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

Après la première crise des années 1973-1979 et la remise en cause radicale de la pensée keynésienne, **certains ont vu, dans le développement local, un élément de réponse à la montée généralisée du libéralisme, au retrait de l'État et à la montée des inégalités**. Confiants dans la capacité des acteurs locaux – élus, associations, entreprises, syndicats – à pouvoir **définir et conduire des projets ancrés dans les réalités de leur territoire**, ils n'ont pas hésité à promouvoir une économie de projet, à même de rapprocher des dimensions jusque là considérées comme indépendantes voire contradictoires : l'économique et le social, le public et le privé, le rural et l'urbain, le monétaire et le non-monétaire dans le but premier de création d'emploi. **Le territoire devenait un espace de cohérence, de dialogue, de concertation, de citoyenneté**. On lui ajoutait volontiers une dimension culturelle, allusion à son histoire, son patrimoine, sa langue d'origine qui n'était pas toujours le français. On commençait déjà à parler d'environnement, de paysage et du prix des choses sans prix. La décentralisation de 1982 et la capacité enfin reconnue aux collectivités locales d'intervenir en matière économique, les confortaient dans leur conviction que **le développement local initiait une nouvelle économie**, encouragée par les espoirs d'une économie sociale devenue solidaire.

De fait, les exemples ne manquent pas pour mettre en avant des réussites peu contestables. Une autre approche du marché du travail pour l'accompagnement des demandeurs d'emploi, des politiques d'insertion pour les plus éloignés du marché du travail, des projets innovants pour réveiller les territoires par la culture, le sport, l'attention envers les plus démunis, des implications exemplaires d'entreprises de jeunes, de seniors ont montré, résultats à l'appui, que les **territoires pouvaient devenir des lieux d'invention et des espaces de cohésion**. Les comités de bassin d'emploi, les missions locales, les PAIO relèvent de ces tentatives réussies d'une nouvelle approche du développement.

Pourtant, à l'échelle de la société française toute entière, on ne peut s'empêcher de noter que ces actions sont restées ponctuelles, expérimentales, souvent audacieuses, mais bien incapables de renverser le cours des choses. Les collectivités territoriales se sont impliquées, les acteurs de la société civile se sont mobilisés, quelques chefs d'entreprise ont compris le message, mais peu sont allés au bout de leurs rêves. L'économie leur échappait et le développement local était le plus souvent

ramené au traitement social de chômeurs en détresse et de territoires en reconversion ; ce qui d'ailleurs est tout à fait honorable.

## D'UNE CRISE À UNE AUTRE

Entre les années 1980 et les années 2000, d'une crise à une autre, il est bien difficile d'attribuer au développement local la reprise entrevue à partir des années 95, ou la déprime constatée dans les années suivantes. Pendant que se dessinaient de nouveaux territoires intercommunaux, certes plus pertinents que ceux des 36 000 communes, ou des projets dans le cadre des pays et des agglomérations, **la mondialisation passait sans retenue d'une globalisation économique à une globalisation financière**. Le combat sur les systèmes productifs locaux, clusters et autres districts industriels à l'italienne, compte tenu de leur faibles résultats, était peut-être **le chant du cygne du développement économique local**. Et s'il y a un domaine inaccessible aux territoires, c'est bien celui des marchés financiers et des mouvements de capitaux, de la titrisation, des bourses de valeur et des banques d'investissement.

Plus significative encore **la mobilité** des habitants et des actifs, conséquence logique de l'augmentation du niveau de vie, de la généralisation de l'automobile et des aménagements en termes d'infrastructures, interdisant toute approche locale du développement de l'emploi. Dans un mode de mobilité généralisée, où les actifs ne travaillent pas dans la commune où ils habitent, où les vacances se traduisent par des séjours de plus en plus courts, mais de plus en plus lointains, où les grandes surfaces ont éliminé le commerce de détail urbain, où la péri-urbanisation devient un projet de vie pour un grand nombre de ménages, il devenait évident que **le territoire lui-même changeait de sens** : celui de la gouvernance – qu'il soit métropolitain, intercommunal ou communal – n'était plus celui de l'économie, de la production et de l'emploi.

La tentation peut être grande alors, en faisant le bilan de ces engagements inébranlables, de ces réunions interminables, de ces discours sans fin sur les capacités des territoires à savoir inventer un nouveau modèle de développement, de déclarer le problème réglé et **le combat perdu**, le passage progressif du développement local au développement durable évacuant en quelque sorte le territoire du développement. Chacun porte sa part de responsabilité et la mondialisation n'est pas la seule responsable de ce qui peut apparaître comme un échec définitif. Beaucoup de collectivités et d'EPCI sont restés dans **une approche endogène du développement**, comme s'il n'y avait rien au-delà de leurs limites administratives, héritières de la révolution française, et ont tout voulu : du stade olympique à l'université, en passant par le pôle technologique et un aéroport international. Les institutions traditionnelles sont restées dans leur logique historique, le plus souvent départementale, sans s'adapter à la modernité. L'État ne s'est jamais organisé au niveau local. La démocratie participative est restée souvent au niveau des intentions. Les faibles ressources financières des collectivités territoriales ne leur ont pas permis de conduire des projets ambitieux.

Le poids croissant de l'Union Européenne dans le développement des territoires à l'occasion des réformes régulières des mécanismes d'intervention des fonds structurels a placé le débat sur la cohésion au niveau de 250 régions, relevant de 17 pays, déplaçant la problématique de la vitalité des territoires dans une optique de rattrapage des régions en retard, leur niveau de développement étant apprécié sur un seul indicateur, leur PIB/habitant par rapport à la moyenne communautaire. Au-delà **d'une conception libérale de la gouvernance imposant** de sévères limites aux actions conduites par les collectivités locales en direction des entreprises, la réduction de la moyenne communautaire par l'intégration des pays de l'est beaucoup moins productifs a fait basculer les régions métropolitaines françaises dans l'objectif de compétitivité. Dès lors, **les appuis communautaires, autrefois conçus pour accompagner les espaces ruraux ou urbains en difficulté, sont devenus un appui aux territoires innovants, ouverts sur la recherche, la performance, l'efficacité. Ce sont naturellement les territoires les mieux dotés qui en tirent bénéfice**. La même évolution a été constatée au niveau national où les pôles de compétitivité ont **transformé les politiques d'aide aux territoires pauvres en politiques d'appui aux territoires riches**. Pour les autres territoires, la priorité a été accordée aux réseaux de fibre optique, aux réseaux à très haut débit, aux schémas départementaux de couverture numérique qui devait naturellement permettre aux espaces ruraux de devenir compétitifs.

## POUR UNE NOUVELLE APPROCHE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

**L'idée que le développement des territoires repose sur l'accueil et le développement des entreprises est fortement remise en cause.** La conviction générale que les activités se fixent en fonction des ressources des territoires et que le facteur travail suit cette logique n'est plus tenable. Les politiques conduites pour **renforcer l'attractivité de certains territoires au détriment d'autres**, c'est-à-dire la transposition aux territoires du fonctionnement des entreprises, du principe de concurrence, des avantages comparatifs, de la compétitivité, de l'excellence, **aboutissent à des inégalités croissantes et à des exclusions persistantes.** L'adhésion à un principe non démontré selon lequel les territoires s'inscrivent dans un même modèle de développement, comme le souligne Daniel Béhar, qui serait celui de la compétitivité dans l'économie de la connaissance est tout simplement contredite par les faits. Quel pourrait être en effet le destin des espaces ruraux, des espaces non métropolitains, des villes moyennes, des espaces non compétitifs dans une telle optique ? Le sous-développement assurément.

**Il faut donc repartir d'une autre conception du territoire et ne pas la ramener à un simple système productif localisé,** une somme d'entreprises ou un morceau de la nation. Le territoire devient à géométrie variable. C'est un lieu de coordination, de coopération, de relations, un capital social et relationnel, un milieu qui ne doit pas être exclusivement innovateur pour devenir efficace. Il peut s'étendre avec de nouveaux équipements, une conjoncture favorable, des aménagements, et se restreindre en cas de difficultés, de crise, de désengagement de ses acteurs. Il n'est pas enfermé dans des limites administratives qui n'ont plus de sens économique.

Le territoire est un espace contraint par son histoire et sa géographie. Son dynamisme est fonction de la volonté des structures qui le gouvernent, davantage encore que de la personnalité de ses acteurs. Une analyse en termes de revenu est plus pertinente qu'une approche en termes de production parce que, au niveau local, il n'y a pas égalité entre les deux agrégats. De plus, il faut abandonner **l'idée simpliste que la production crée systématiquement de l'emploi et que l'emploi réduit nécessairement la chômage.** Les niveaux de productivité sont tels que les espaces les plus productifs ne sont pas ceux qui créent **le plus d'emplois et les écarts de qualification entre l'offre et la demande d'emploi** ne permettent pas aux demandeurs d'emploi d'un territoire de bénéficier des créations de postes de travail, souvent occupés par des actifs très qualifiés qui ont déjà un emploi, venus d'autres territoires.

**Un territoire peut vivre très confortablement sans produire.** Il bénéficie alors de revenus gagnés dans d'autres territoires, des revenus de transfert, des retraites, des ressources du tourisme, du produit de la solidarité nationale. Ces revenus alimentent une économie de la demande. Laurent Davezies a développé cette idée **d'une économie résidentielle qui porte en elle une nouvelle approche du développement, local.**

Se dessine alors **une nouvelle approche du dynamisme des territoires basée** sur leur capacité à bénéficier des revenus et pas seulement d'entreprises, construite sur la capacité de leurs acteurs à coordonner leurs actions et leurs attentes autour du projet qui les rassemble. **Le développement local n'est pas une question d'entreprises qui sont toutes sur d'autres logiques, mais de projets, de débats, de coopération et d'engagements.** Un territoire peu productif peut être dynamique, s'il sait répondre à la demande de ses habitants solvabilisée par des revenus gagnés ailleurs : en logements, en services de proximité, en services publics.

Il faut donc bien comprendre que **ce qui est vrai au niveau national ne l'est plus au niveau local.** Les grandes métropoles, les pôles technologiques, les pôles de compétitivité, les aéroports internationaux, les plates-formes portuaires, les centres de recherche participent évidemment de l'intérêt national, pas de l'intérêt local. Les territoires qui créent des emplois sont ceux qui bénéficient de revenus gagnés ailleurs et qui déterminent le niveau de la demande des habitants pour vivre mieux, se loger, consommer, se divertir au prix, librement consenti, de la mobilité croissante. Les régions qui créent le plus d'emplois, qui attirent le plus de population, qui bénéficient d'un solde migratoire élevé, celles de l'ouest et du sud, ne sont pas les plus productives. La vraie question est de ne pas considérer les régions ou les départements comme des entités administratives, mais d'évaluer comment elles peuvent contribuer au développement national.

## DU DÉVELOPPEMENT ENDOGÈNE AU PROJET DE DÉVELOPPEMENT

**Le développement local n'est pas mort, mais il ne repose plus aujourd'hui sur des systèmes productifs. Il résulte de la capacité des acteurs à savoir construire et conduire un projet adapté à l'histoire et à la géographie d'espaces qui portent tous un modèle différent de développement.** Comme le souligne Bernard Pecqueur, **il s'agit, pour les territoires, de trouver leur propre vocation.** Elle peut être industrielle bien que ce soit de plus en plus rarement le cas. Elle peut être résidentielle, touristique, environnementale... Elle n'est certainement pas la même d'un territoire à l'autre. **La lecture de l'attractivité ne passe, plus systématiquement pas la dynamique des entreprises, mais par le dialogue avec les acteurs.**

C'est fondamentalement dans les évolutions de l'objectif premier du développement local que les choses ont changé. Dans les années 80-90, le salarié, l'emploi étaient les priorités établies par les lois de 1982 : les élus locaux doivent créer des emplois. L'espérance fut aussi forte que la déconvenue. Aujourd'hui, le développement local s'adresse à l'habitant, à son cadre de vie, aux besoins de sa vie quotidienne. Ces deux approches ne sont pas contradictoires. Mais on aura compris que **la logique de création d'emplois est de moins en moins territoriale, alors que celle du cadre de vie l'est nécessairement.**

Réinventer le développement local exige de ne pas se contenter d'incantations pour démontrer à tout prix qu'un territoire dispose de tous les avantages comparatifs d'une dynamique économique, d'un cadre de vie exceptionnel, d'une position stratégique, sans oublier une tradition d'accueil et une gastronomie exceptionnelle. Tous les territoires ne sont pas comparables. Tous n'ont pas de projets cohérents de développement. Tous ne réussissent pas. Ceux qui le font savent **cultiver l'art du dialogue et de la concertation** ; ce ne sont pas les plus nombreux.

Paradoxalement la crise de notre temps, la deuxième de l'après guerre, pourrait avoir des vertus si elle induit **de nouveaux comportements des habitants**, davantage que des salariés qui restent enfermés dans la rigidité du marché du travail. **Il est probable que les modes de vie vont fortement évoluer** ; il n'est pas certain que la consommation de masse, l'énergie gaspillée, les hypermarchés gigantesques, le recours systématique à l'automobile pour se déplacer, la société du prêt à jeter aient un avenir prometteur. Gérard Mermet estime que « les consommateurs sont à la recherche d'un nouveau modèle et sont en train d'en essayer plusieurs : frugalité, prime au qualitatif, achats responsables, recherche du moins cher, déconsommation... ». Ces comportements annoncent peut-être le retour du développement local devenu territorial. La généralisation du tri des déchets ménagers, le recours à la location plutôt qu'à l'achat, la fin annoncée des heures passées devant la télévision, un certain retour à l'habitat en centre-ville, le succès des marchés de l'occasion, le retour des commerces de proximité, le souci d'une alimentation saine, la voiture qui ne fait plus rêver, la volonté d'économiser l'énergie, le recours aux énergies renouvelables annoncent **des habitants responsables et des territoires innovateurs** non plus par l'accès aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), mais par des comportements nouveaux.

Certes, ces comportements ne sont pas ceux de l'ensemble de la population. Mais ils ont tous une base territoriale. Ils s'expriment non plus sur les lieux de travail mais sur les lieux de vie. Le développement local n'est plus uniquement dans la volonté des acteurs de rendre leur territoire attractif pour les entreprises, **mais dans leur capacité à offrir à leurs habitants des conditions de vie favorables qui permettent de donner un contenu concret au développement durable.**

Cette nouvelle approche a aussi ses limites. Elle ne concerne qu'un aspect du développement. Pour pouvoir changer de comportement, le consommateur doit d'abord pouvoir consommer, avoir un revenu, c'est-à-dire, pour les actifs, un emploi. Le débat pour l'emploi est passé au second rang, compte tenu des déconvenues des politiques locales pour l'emploi. Celui sur **la citoyenneté ne semble plus prioritaire dans une société d'individus bien éloignés des engagements collectifs.** Si on peut attendre de l'éco-économie et des services des créations d'emplois, il s'agit plutôt de postes de travail peu rémunérés, souvent à temps partiel. Le risque est bien réel d'une dualité **entre une minorité d'emplois de haute qualification et bien payés, plutôt productifs et métropolitains, et une majorité d'emplois moins qualifiés, plutôt résidentiels**, qui seraient induits par le développement local dans le reste du territoire national.

Le premier enjeu du « nouveau développement local » est d'éviter ces écarts en incitant les territoires à définir leur propre projet de développement qui ne peut se ramener à un simple projet de vie pour

les habitants, même s'il porte les forces du changement. La qualification des emplois de services, la formation professionnelle des actifs, le maintien du modèle français de redistribution sont absolument indispensables pour permettre aux territoires non seulement d'offrir à leurs habitants des conditions de vie qui répondent à leurs nouvelles attentes, mais aussi à leurs actifs des possibilités d'emploi suffisamment reconnues et rémunérées pour leur permettre de vivre dignement.

Philippe LANGEVIN,

*Maître de conférence à l'Université de Méditerranée, Collège coopératif d'Aix-en-Provence-Marseille.*

*Association Régionale de Développement Local-PACA, Reprise d'un texte d'octobre 2007*

---

## **Nouveaux territoires de progrès – Nouvelles gouvernances**

### **QUELS TERRITOIRES ?**

Le débat sur la pertinence du territoire est permanent et ne date pas d'aujourd'hui. S'y mêlent des enjeux d'organisation administrative pour certains, de pouvoir pour d'autres, de protectionnisme encore pour d'autres.

Gilles Vigneault, le chanteur québécois, disait, il y a un certain nombre d'années : « **Ce sont les gens qui font d'un territoire un pays** ». Une adaptation, peut-être moins poétique, de cette formule, pourrait être la suivante : « **Les territoires de progrès sont avant tout des territoires de projet** ».

Dans la superposition ou la juxtaposition de plusieurs niveaux de territoires d'appartenance d'un même citoyen ou groupe de citoyens, ce qui comptera pour l'identification à un territoire sera de plus en plus **la capacité donnée à un citoyen de se reconnaître dans un projet de développement** qui réponde à ses besoins en même temps qu'il répond au souci d'aménagement du territoire national.

Cette idée induit alors plusieurs conséquences sur la définition du territoire, l'élaboration de son projet, et ses relations avec les autres territoires.

### **L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE PAR LE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES**

L'aménagement du territoire ne peut se réduire à la trop classique démarche « en étoile » d'irrigation successive des différents cercles concentriques autour de la capitale par des équipements et des services qui desservent tout le pays, proportionnellement à la densité de population, le nombre de services de base diminuant avec la densité de population. Il est aujourd'hui nécessaire de croiser, de rééquilibrer **cette approche de construction du territoire autour de « l'offre »**, par une démarche de définition de **la pertinence du territoire autour de la « demande »**, et donc de l'expression par ses habitants de leurs besoins et des projets qui peuvent y répondre.

### **UN PROJET DE TERRITOIRE ÉLABORÉ PAR LE TERRITOIRE**

Si l'on admet donc que le territoire se définit d'abord par le projet de développement qui le caractérise, ce projet doit correspondre au plus près à l'expression de ceux qui l'habitent et de ceux qui ont en charge une partie de son aménagement ou de son développement. Cette précision est essentielle pour distinguer la démarche de projet de toute tentation d'autonomie du territoire.

Les partenaires nationaux, régionaux, départementaux ont donc toute légitimité à apporter leur contribution à l'élaboration du projet de territoire, aux côtés des habitants et de leurs représentants politiques, professionnels ou associatifs.

La rencontre des projets des uns et des autres peut alors valablement former le projet de territoire.

Un territoire qui établit des relations de partenariat avec les autres territoires et les autres niveaux de décisions

De la même manière que le projet de territoire ne peut se résumer à une division d'un projet plus vaste (départemental, régional, national), ni à l'inverse à la seule réponse en vase clos aux questions de ses habitants, la démarche de projet conduit chaque territoire à établir des liens de partenariats à

différents niveaux de périmètre, dont la géométrie sera variable selon la question posée : **infra-territoriale** lorsqu'il s'agira par exemple de contractualiser avec les communes qui le composent sur des domaines qui relèvent de leurs compétences (lien social, urbanisme, etc.), **inter-territoriale** lorsqu'il s'agira de concerter avec les territoires voisins pour élaborer une politique sectorielle répondant à des besoins communs : accueil d'entreprises, tourisme, etc. **supra-territoriale** lorsqu'il s'agira de contractualiser avec le département, la région ou L'État pour traduire la convergence entre politiques publiques et projet de territoire dans le domaine des compétences respectives des uns et des autres : infrastructures de transport, éducation, grands aménagements, etc.

## QUEL PROGRÈS ?

En quoi ce qui vient d'être évoqué peut-il être qualifié de progrès ? La réponse à cette question est essentielle en ce qu'elle permet de préciser **la nature même des valeurs que sous-tend la reconnaissance du territoire de projet**, en totale fidélité avec les valeurs de la République.

## UN TERRITOIRE CHOISI ET NON SUBI

Le premier axe de progrès consiste à rendre cohérents le périmètre et le projet (vu plus haut), qui fait du territoire, aux yeux de ses habitants un espace choisi plus que subi.

## UNE PLUS GRANDE RESPONSABILITÉ CONFIEE AU CITOYEN

Le choix du territoire, la participation du citoyen directement ou par ses différents modes de représentations, conduisent à revaloriser sa propre responsabilité, au sens positif du terme (au sens du Petit Prince de Saint Exupéry), facteur d'un plus grand intérêt et donc d'un plus grand respect de ce qui le compose, et de son avenir.

**La contribution d'un nombre plus grand de citoyens à l'élaboration du projet de territoire donne à chacun d'entre eux, et par démultiplication positive à chacun de ceux qui font partie de son cercle de relations, un regard plus responsable** et moins « à l'emporte-pièce » sur son territoire, et à travers lui sur les problèmes de la nation et du monde.

Le territoire étant moins subi que s'il lui était imposé, le citoyen et ses représentants sont invités à partager les défis qui lui sont posés et à ne pas seulement les renvoyer à leurs représentants ou aux autres échelons.

Cette responsabilisation est bien entendu elle-même facteur d'inventivité dans les réponses à trouver à ces défis.

## LE TERRITOIRE DE PROJET, UN TERRITOIRE PARTAGÉ

Par cette démarche d'élaboration de projet, le territoire devient à la fois « brique de base » du territoire départemental, régional, national, voire planétaire mais aussi partie indivisible de ces mêmes territoires, ce qui en fait un territoire partagé.

Partagé par le regard croisé que nécessite la démarche de projet sur les éléments de diagnostic nécessaires à la définition des priorités. Partagé par les réponses qu'il apporte aux problèmes d'aménagement et de développement des autres niveaux. Partagé enfin par la nécessité d'une meilleure répartition des attributions entre les différents partenaires du territoire, **évitant la concurrence pour laisser place à la complémentarité d'interventions.**

Ce partage induit néanmoins un délicat équilibre des pouvoirs et donc des modes de gouvernances adaptés.

## LE PROJET DE TERRITOIRE ASSURE LA GLOBALITÉ D'APPROCHE DES DIFFÉRENTS DÉFIS.

Ceux-ci sont économiques, sociaux, culturels, environnementaux, et donc il est nécessaire de construire une plus grande cohérence entre ces facettes indissociables d'un même individu ou d'un même territoire. Le territoire de projet prend alors progressivement l'ascendant sur des territoires de gestion qui se superposent et s'entrecroisent avec plus ou moins d'efficacité et d'harmonie.

## QUELLES GOUVERNANCES ?

Une telle approche des territoires repose la question de **l'adaptation des modes de gouvernances à cette démarche de projet**, dont les contours peuvent être définis sur la base de deux grands principes. Le premier concerne **l'équilibre entre la démocratie de représentation et la démocratie de participation**.

Les élus du suffrage universel gardent toute leur légitimité à conduire les priorités politiques pour lesquelles ils ont été élus afin d'administrer et développer l'échelon territorial dont ils ont la charge.

**Cette légitimité sera renforcée par un aller-retour plus permanent avec les citoyens et leurs diverses représentations** (associatives, syndicales, professionnelles). Même s'ils « cohabitent », les cadres de participation des habitants croisent peu les cercles de décision. De nouveaux modes de participation des habitants à la vie politique qui concerne leur quotidien (quartier, ville ou village, intercommunalité) doivent être inventés, facilités, encouragés, et s'inscrire à tous les stades de l'élaboration du projet de territoire : l'émergence des idées, la décision (en respectant néanmoins le vote final décisif des élus), la concrétisation des projets et la mise en œuvre et le suivi des actions. **De nouveaux partenariats doivent également se construire entre collectivités locales et associations** dans la mise en œuvre des politiques publiques, rendant les secondes plus partenaires que prestataires des premières.

Le second concerne **la rencontre entre projets nationaux, régionaux, départementaux d'une part et les projets de territoire d'autre part**. Pour que les projets de territoire soient réellement partagés, quelques conditions préalables doivent être vérifiées.

Il faut **repenser l'élaboration effective de projets globaux** par les différents niveaux de collectivités publiques. Celles-ci fonctionnent encore trop sur la base d'une **addition de mesures sectorielles** plutôt que sur un projet, national, régional, départemental, territorial, porteur de sens et **de priorités transversales** pour répondre à la complexité des questions qui se posent aujourd'hui. Ce projet de la collectivité doit bien entendu également être rendu public et affiché clairement vis à vis des autres partenaires,

Il faut **repenser la mise en place de cadres de concertation et de relations** permettant l'expression de chaque partenaire plutôt que de laisser l'expression de l'un des partenaires s'imposer à l'autre par différence de poids démographique, financier ou politique, obligeant l'autre à adapter, à découper son projet pour le faire entrer dans les priorités de l'autre. La contractualisation devient alors le support clarifié de la relation entre les uns et les autres.

Il faut repenser **la territorialisation des services des différents niveaux administratifs** (État, région, département). Conçue comme une adaptation aux territoires de projet et non seulement comme découpage de plus grande efficacité administrative la nouvelle organisation, doit permettre une meilleure rencontre entre leur projet de développement et les réalités des territoires qui les composent, elles-mêmes illustrées, traduites par les projets de territoire.

Enfin, une condition essentielle à la rencontre entre projets supra territoriaux et projets de territoires réside dans la capacité de ces derniers à intégrer, au-delà ou au travers des réponses aux défis particuliers de leur territoire, les priorités et les défis de la société toute entière, dans le respect des valeurs qui fondent la République.

C'est alors à de **véritables pactes locaux** que sont invités à travailler les acteurs d'un territoire, échos indispensables au pacte républicain qui y trouve alors, complétant son universalité, son nécessaire ancrage territorial.

Michel Dinet,  
*animateur du Pays de Collombey-les-Belles, ancien député, président du Conseil général de Meurthe et Moselle, ancien président de l'UNADEL,*  
*reprise d'un discours lors des Rencontres des acteurs du développement local, à Lille, Mai 2000.*  
*Michel Dinet est mort en 2014.*